



13 octobre 2007 Paris

Manifestation nationale

**A l'appel des associations ANDEVA et FNATH
des syndicats CGT et FSU**

Droit à la santé - Refus de la franchise

Reconnaissance de la pénibilité

dans le privé et le public

L'avenir de notre système de protection sociale se joue au cours des mois qui viennent. Nicolas Sarkozy, dans son discours du 18 septembre, n'a pas caché ses intentions. Tout en vantant les mérites du système de sécurité sociale solidaire, il a ouvert la voie à une individualisation et une privatisation de la couverture sociale. Au cœur du débat, se trouve la question du travail, de son contenu, de sa place.

Un véritable système solidaire

La Cgt veut que la réalité des conditions de travail soit connue et reconnue. Elle veut que la réalité d'aujourd'hui change.

Une réparation synonyme de justice suppose que :

- les victimes du travail soient indemnisées par la prise en compte de la totalité des préjudices subis ;
- la retraite anticipée soit préservée pour les victimes de l'amiante ;
- la reconnaissance dans tous les régimes, d'un droit à départ anticipé en retraite pour les salariés qui ont exercé des travaux pénibles et astreignants soit effective.

Il faut développer la prévention parce que l'homme, la femme au travail ne sont pas une variable d'ajustement. Il s'agit :

- de développer la prévention dans les entreprises pour supprimer les risques professionnels ;
- d'instaurer un vrai droit d'expression des salariés et d'imposer le droit et la négociation sur l'organisation du travail ;
- de mettre en place un système de financement des accidents de travail et des maladies professionnelles qui incite les employeurs à la prévention.

Un nouveau financement

Le Président de la République présente la réforme des régimes spéciaux comme la solution au financement de la retraite. C'est faux !

Les concernés par ces régimes ne représentent que 2 % de la population active. Non, tout cela est fait pour cacher l'objectif d'une nouvelle aggravation des conditions d'accès à la retraite pour tous les salariés du privé et du public. Il annonce d'ailleurs "une troisième réforme du système de retraite" début 2008.

Le cœur du financement de la Sécurité sociale, c'est l'emploi.

Une réforme de la cotisation patronale qui fait payer plus les entreprises qui suppriment des emplois est indispensable, et non pas continuer à exonérer les entreprises de cotisations sociales. D'autant que le manque à gagner pour la Sécurité sociale s'élève déjà à 25 milliards d'euros ! Cela doit être mis sur la table.

Un rendez-vous commun des salariés du privé et du public le 13 octobre à Paris

Pour la Cgt, il ne s'agit pas de défendre un statut qui laisse des millions de salariés et de citoyens à l'écart d'une véritable protection contre l'exposition aux risques professionnels et sociaux, mais bien de gagner de nouvelles protections et d'obtenir dans tous les domaines les réparations justifiées.

Deux associations de salariés, la Fnath et l'Andeva appellent à participer à une manifestation nationale à Paris le 13 octobre sur ces revendications. La **CGT** s'est jointe à cet appel ainsi que la FSU. D'autres organisations devraient les rejoindre.

- ▶ Pour défendre le droit à la santé,
- ▶ Le refus de la franchise médicale,
- ▶ La réparation des accidents du travail, la reconnaissance des travaux pénibles,



Je veux adhérer à la cgt

Nom Prénom tel

Adresse.....

Cotisation syndicale : 1 % du salaire net déductible des impôts. Renvoyer à UD CGT calvados, 29 avenue Charlotte Corday 14 000 Caen 02 31 83 68 25 – cgt.14@wanadoo.fr – www.cgt.fr